

Denise Efonayi-Mäder

*Institut suisse de prévention de l'alcoolisme et autres toxicomanies,
Lausanne*

Drogues illégales: Les attitudes des parents d'adolescents

Résumé

Une enquête auprès de 2000 mères et pères d'adolescents de toute la Suisse montre que la question des drogues illégales préoccupe particulièrement les parents. Près de 40% des personnes interrogées craignent que leur enfants, âgé de 11 à 16 ans, puisse rencontrer un problème de drogue. Les parents les plus inquiets sont plus nombreux en Suisse romande et au Tessin qu'en Suisse allemande. Il est intéressant de noter que les répondants qui ont l'impression d'être bien informés en matière de drogues sont nettement moins craintifs que ceux qui se perçoivent mal renseignés. Environ un quart des personnes interrogées déclarent en savoir assez dans ce domaine et un tiers des parents ne sauraient pas à qui s'adresser pour trouver de l'aide si un proche rencontrait un problème lié aux drogues. Force est de constater que les connaissances des substances psychoactives et de leur risque sont fortement lacunaires chez certains parents. Ainsi la plupart des répondants souhaitent davantage d'informations et la mise en place d'une meilleure prévention. Ils le souhaitent non seulement pour eux-mêmes mais également pour les élèves. Ceci, dans la mesure où ils considèrent que les drogues illégales sont un problème social auquel les jeunes seront de toute façon confrontés, d'une manière ou d'une autre. Les entretiens personnels montrent que, malgré la volonté affichée, il n'est pas facile pour les mères et pères de parler des drogues avec leurs adolescents. En conclusion, quelques pistes pour une prévention adaptée sont évoquées.

Les informations relatives aux drogues, au trafic de drogues ou aux toxicomanies sont des thèmes abordés presque quotidiennement par les médias. Les sondages d'opinion montrent que la question des drogues est considérée comme un des problèmes majeurs de notre société. Les liens entre les consommations de drogues des adoles-

cents et le contexte familial ont suscité de nombreux travaux de recherche (pour une revue de la littérature, voir¹). Ainsi, une variété d'antécédents familiaux à la consommation abusive d'alcool ou de drogues illégales ont pu être décelés. Ces «facteurs de risque» s'étendent de la composition de la famille d'origine, de son statut

socio-économique, en passant par la qualité des relations et les styles éducatifs, aux modes de consommations des parents et à leurs attitudes face aux drogues légales ou illégales.

A ce sujet, on peut constater que les informations concernant la famille sont en règle générale récoltées auprès des adolescents interrogés, rarement auprès de leurs parents, du moins dans les études d'épidémiologie sociale. De même, les attitudes et opinions des parents concernant la consommation de drogues illégales restent mal connues. Si les récentes campagnes de sensibilisation aux problèmes liés aux drogues ont également donné lieu à des enquêtes d'opinion publique², il n'existe à notre connaissance, en Suisse, aucune étude systématique concernant les représentations que se font les parents de la question des drogues illégales. Pourtant, le succès des manuels destinés aux parents pour les aider à prévenir leurs enfants du danger de la «toxicomanie» témoigne d'une inquiétude croissante chez nombre de pères et de mères^{3,4}. C'est précisément dans le but d'en savoir plus sur les attitudes des parents face aux drogues illégales que nous avons fait une enquête auprès de 2000 parents d'adolescents de 11 à 16 ans. L'idée était de

mieux connaître les représentations des parents en rapport avec l'éducation des enfants, leurs opinions, leurs craintes et réactions face aux informations diffusées par les médias.

Méthode

L'étude a été conduite dans le cadre d'une grande enquête nationale sur les comportements de santé des écoliers, patronnée par l'Organisation mondiale de la santé, et à laquelle 24 autres pays participent, tous les quatre ans. L'Institut suisse de prévention de l'alcoolisme et autres toxicomanies (ISPA) en est le répondant pour la Suisse. Des classes de la 5e à la 9e année scolaire de l'enseignement public ont été choisies aléatoirement (par strate) dans toute la Suisse. Pour l'étude «parents», un sous-échantillon de ces classes a été tiré au hasard pour chaque région linguistique.

Ainsi, le questionnaire «parents» a été distribué dans 229 classes (4234 écoliers) entre avril et mai 1994. Selon les instructions données aux enseignants, chaque élève a reçu un seul questionnaire à faire remplir par au moins l'un des parents. Les répondants étaient priés de renvoyer le questionnaire anonyme par la poste, directement à l'ISPA. 2002 questionnaires sont revenus dans les délais, ce qui correspond à un taux de retour de 47%. Une étude écossaise semblable, mais sur le thème de l'alcool, n'obtient qu'un taux de retour de 36%, malgré plusieurs rappels écrits⁵. On sait que les personnes de condition sociale modeste sont fréquemment sous-représentées dans ce genre de recherche. Cependant, des comparaisons avec des statistiques officielles⁶ permettent de penser que le profil des répondants de notre enquête ne se distingue pas significativement de la population générale des parents en ce qui concerne leurs caractéristiques socio-démographiques

(âge, formation, domicile). Il est ainsi admis que les non-réponses ne présentent pas de biais systématique, surtout en sachant que certains types de réponses sont corrélées avec ces mêmes variables (par exemple, les jeunes couples de formation élémentaire sont plus inquiets face aux drogues que des parents plus âgés et mieux formés). Il n'est pas exclu pour autant que les personnes accordant une grande importance au sujet de l'étude aient été plus nombreuses à renvoyer le questionnaire que celles qui s'y intéressent peu.

En moyenne, les mères sont âgées de 41.5 ans et les pères de 44.3 ans. Conformément à nos attentes, les femmes étaient beaucoup plus nombreuses à remplir le questionnaire (52%, 979) que les couples (32%, 639) et les pères (13%, 248). Dans les cas restants, l'identité du répondant n'a pas pu être clairement établie. Les régions romande et tessinoise ont été surreprésentées dans notre échantillon. Ceci a permis d'obtenir des effectifs suffisants pour des comparaisons significatives entre groupes linguistiques). Les résultats concernant la Suisse sont pondérés en fonction du poids réel des régions linguistiques.

En complément de l'enquête écrite, des interviews personnelles ont été menées avec 17 mères et pères des villes de Genève, Lausanne et Zurich. Ces entretiens ont permis d'approfondir le thème et d'aborder des questions plus complexes (les interviews ont également servi de base à la préparation du questionnaire).

Pour ne pas décourager d'éventuels répondants, c'est-à-dire pour maximiser le taux de retour, une attention particulière a été portée au nombre et à la nature des questions. En d'autres termes, nous avons choisi un nombre limité de questions et privilégié des items brefs et simple. Le thème de la consommation de drogues légales ou illégales par les parents eux-mêmes a été évité pour ne pas susciter de réticences de leur part. Les thèmes abordés concernent l'importance estimée du problème de la drogue, les raisons qui poussent les jeunes à consommer, les mesures préventives, les craintes quant à son propre enfant et le niveau d'information des parents. A la fin du questionnaire, les parents étaient encouragés à s'exprimer librement au sujet de l'étude ou de leurs propres expériences et opinions. Un quart des répondants ont effectivement fait des remarques complémentaires⁷.

Résultats

«La drogue est un problème important, personne n'est vraiment à l'abri, tout le monde est concerné» (commentaire)

L'idée que la question des drogues préoccupe les parents se confirme. En témoignent le contenu et le nombre de commentaires, ainsi que les taux de retour et de réponses relativement élevés. Près de la moitié des répondants (47%) se disent fortement concernés par la question des drogues illégales. De plus, une majorité des personnes

Allemand	Français	Italien	
1213 (60,6%)	573 (28,6%)	216 (10,8%)	N = 2002

Nombre de questionnaires retournés, selon la langue.

	Suisse
le chômage	1) 62%
les drogues illégales	2) 54%
la criminalité	3) 41%
la dégradation de l'environnement	4) 40%
la propagation du sida	5) 39%
l'alcoolisme	6) 26%
autre	7) 16%
la pauvreté	8) 12%
total des répondants	1'993

Figure 1. Les problèmes les plus importants de notre pays (en % des réponses). «A votre avis, quels sont les trois problèmes les plus importants de notre pays?»

interrogées considère les drogues comme l'un des trois problèmes majeurs de notre pays (Figure 1). Alors qu'on aurait pu s'attendre à une certaine saturation à l'égard d'un thème médiatique, l'intérêt pour cette question reste indéniable.

Autre constant remarquable: la consommation de drogues illégales est considérée comme un phénomène social large et non comme le seul fait de groupes marginaux. En effet, les personnes interrogées estiment que le chômage, l'absence d'espaces de loisirs et le manque de tolérance à l'égard des familles contribuent à l'émergence de ce problème. D'autres évoquent dans le même contexte différentes substances pouvant entraîner des addictions comme l'alcool, le tabac, les médicaments, voire la consommation compulsive de biens divers. Si les stratégies proposées pour enrayer le problème divergent, presque tous les répondants s'accordent à faire un bilan relativement pessimiste de la situation actuelle. Ils sont 86% à estimer que la consommation de drogues illégales augmente constamment (11% ne peuvent pas se prononcer à ce sujet et pour 3% seulement, il serait faux de penser que la consommation de drogues illégales augmente). Si une telle tendance

ne peut être constatée pour tous les groupes d'âge, les résultats de l'enquête auprès des écoliers confirment la justesse de l'impression des parents. Il n'est donc guère surprenant que la plupart d'entre eux pensent que leur propre enfant sera inévitablement confronté d'une façon ou d'une autre aux drogues illégales. La remarque suivante résume bien cette attitude:

«Il faut apprendre à vivre avec (la drogue) et non pas l'éliminer, c'est une utopie. Il faut seulement éduquer et vivre avec» (interview père)

On comprend dès lors qu'un grand nombre de pères et de mères, 38% des répondants, soient inquiets pour leur enfant. Il est vrai que cette proportion recouvre d'importantes disparités linguistiques, puisque les parents Soucieux sont beaucoup plus nombreux en Suisse romande (73%) et au Tessin (57%) qu'en Suisse alémanique (26%). Les mêmes disparités se retrouvent d'ailleurs dans d'autres réponses à des questions similaires. Sans vouloir fournir de véritable explication à ces variations, on peut remarquer que les différences régionales relèvent non pas de disparités au niveau de la consommation effective relativement uniforme dans tout le pays, mais plutôt du domaine des représentations. En effet, au-delà des particularités locales, les régions linguistiques se distinguent par des sensibilités spécifiques en ce qui concerne la politique des drogues, l'environnement médiatique et la politique scolaire, pour ne citer que quelques exemples. Ainsi, des différences notables, quoique moins importantes, apparaissent également quant à la perception du niveau d'information, les Romands se disant moins bien informés en matière de drogues que les Alémaniques (et, dans une moindre mesure, que les Tessinois).

A ce sujet, il convient de souligner que les parents qui ont l'impression d'être bien informés sont moins

inquiets pour leur enfant que ceux qui se perçoivent comme mal informés, les plus inquiets de tous étant ceux qui n'arrivent pas à se faire une opinion. Le lien entre le niveau d'information et la peur a déjà été souligné dans le domaine de la prévention du sida: une meilleure connaissance du phénomène diminue l'anxiété et favorise des comportements adéquats.

Une demande explicite d'information

Environ un quart des personnes interrogées déclarent être insuffisamment informées en ce qui concerne les drogues illégales. Plus nombreux encore sont les parents (30%) qui ne sauraient à qui s'adresser pour trouver de l'aide si un proche rencontrait un problème lié aux drogues. Dans les deux cas, le manque de connaissance touche plus particulièrement des personnes dont la formation professionnelle a été de courte durée, des Romand(e)s, des Tessinois(es) et des personnes d'origine étrangère. Force est de constater que les connaissances des substances psychoactives sont parfois fortement lacunaires. Jusqu'à un tiers des parents ignorent l'existence de certaines drogues ou méconnaissent le danger potentiel de ces substances. C'est vrai en particulier pour l'ecstasy, les amphétamines et les solvants. Au manque de connaissances constaté correspond une demande explicite des parents interrogés d'être mieux informés pour pouvoir discuter avec leurs enfants des dangers de la drogue. Certains vont même plus loin en demandant à être formés dans leurs tâches éducatives. On a l'impression que ces souhaits traduisent un sentiment d'incertitude plus générale concernant le rôle des parents et on comprend bien qu'une anxiété diffuse se manifeste particulièrement dans des domaines où les repères font défaut. Les deux

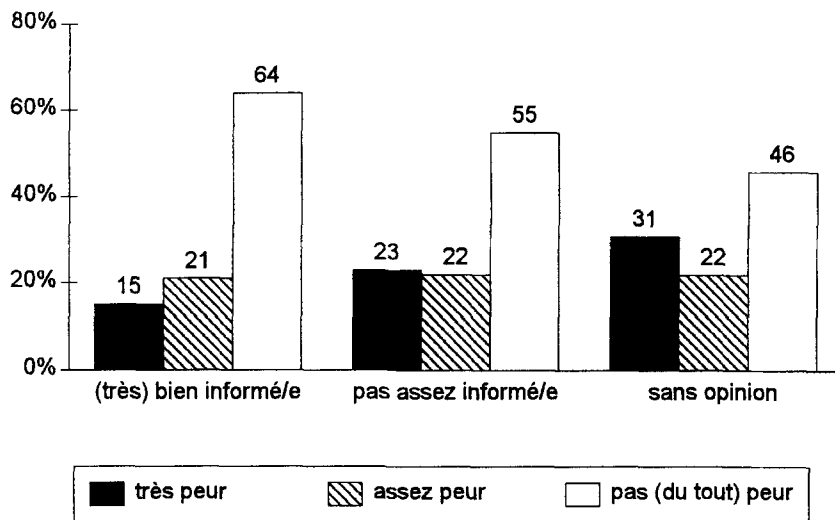


Figure 2. Peur des drogues illégales pour son propre enfant, selon le niveau d'information, n = 1945.

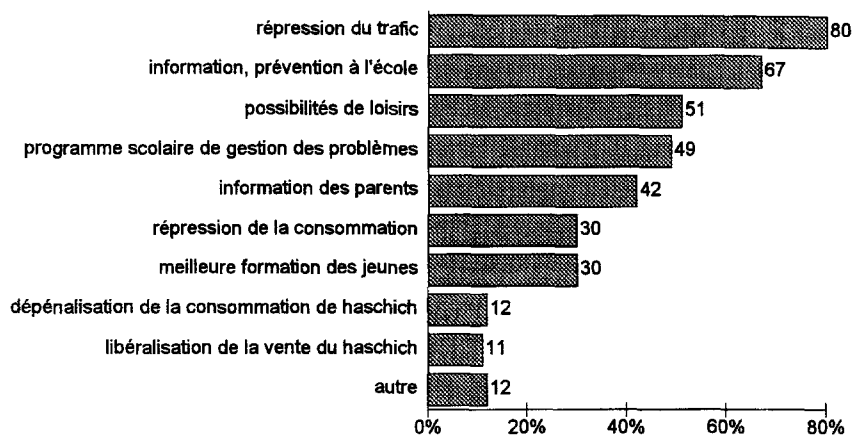


Figure 3. Les mesures qui devraient être prises à l'échelle de la société pour empêcher la consommation de drogues.

témoignages ci-dessous expriment bien cette impossibilité des parents de s'appuyer sur des traditions, des coutumes éducatives en ce qui concerne les drogues illégales.

«Ma grande peur, c'est de ne pas m'apercevoir assez vite, si l'un de mes enfants prenait de la drogue. (...) Je me trouve désamparée face à ce problème et je ne sais pas comment réagir face au haschich et autres drogues» (commentaire mère).

«Des experts disent que le haschich n'est pas dangereux, mais c'est

quand même une porte d'entrée pour essayer. (...) Pour moi, c'est une horreur de dire que le haschich n'est pas dangereux. Mais comme je n'ai pas essayé, je ne peux pas juger ...» (interview mère).

Plusieurs autres indications nous incitent à penser que l'incertitude des parents ne révèle pas simplement une vigilance fondée mais une angoisse plus globale. D'une part, le degré d'anxiété parental est fortement influencé par le niveau d'information et l'appartenance linguistique. D'autre part, l'inquié-

tude des parents est pratiquement indépendante de l'âge des enfants. Par ailleurs, très peu de parents supposent que leur enfant a déjà touché aux drogues illégales.

Il est intéressant de remarquer que les répondants souhaitent également une meilleure information des jeunes eux-mêmes. En effet, les parents qui voient, dans l'information, un risque d'incitation à la consommation sont étonnamment peu nombreux (1%). La demande d'information directe concernant le danger des différentes substances rejoint vraisemblablement l'idée que les jeunes seront de toute façon confrontés à des drogues illégales. Concrètement, les personnes interrogées exigent l'instauration ou l'intensification de cours d'information et de prévention à l'école (67%). Environ la moitié des répondants se prononcent aussi pour des programmes scolaires de gestion des problèmes. Si l'on admet l'utilité de ce genre de démarches, il reste à voir dans quelle mesure les écoles ont les moyens et la volonté de répondre à la demande des parents.

Il est vrai que l'information à l'école n'est pas la seule mesure demandée par les parents pour prévenir la consommation de drogues. Une répression plus efficace du trafic de drogues (80%) et l'amélioration des structures de loisirs (51%) sont également jugées très importantes. Comme il ressort des commentaires supplémentaires, de nombreuses personnes souhaitent que la société montre plus de tolérance vis-à-vis des jeunes et des familles.

En parler, même si le dialogue est parfois difficile

Les parents pensent pouvoir contribuer eux-mêmes à la prévention, surtout par l'écoute et la disponibilité (92%) face à leur fille ou leur fils, ainsi que par la discussion des risques encourus lors de con-

sommatum de drogues (87%). Mais cet enthousiasme pour le dialogue ne saurait dissimuler un certain embarras. En effet, les interviews personnelles prouvent que, malgré la volonté affichée, il est loin d'être facile pour un père ou une mère de parler de drogues avec un adolescent. Il est délicat de trouver le moment approprié et les mots justes pour aborder un problème qui suscite la peur et que l'on connaît mal. Un père s'interroge, par exemple, sur l'opportunité de révéler ses propres expériences toxicomaniaques à ses filles: risquerait-il de banaliser les drogues?

Il ne faut pas négliger le fait que la «consommation de drogues» et la «toxicomanie» sont des sujets délicats à aborder, et pas seulement en raison du caractère illégal des substances. Comme la sexualité, ils touchent un aspect sensible de la relation entre parents et adolescents: le processus de détachement et d'autonomisation des jeunes. Ces transitions sont souvent très conflictuelles pour la relation parents-enfant. Mais «quand la relation à autrui devient insupportable, une relation aux choses se met en place...»⁸ et les parents craignent qu'il puisse s'agir de drogues. Ils peuvent alors être amenés à surprotéger leur enfant au lieu de lui accorder une plus grande liberté d'action vers une indépendance recherchée. Ceci va à l'encontre du processus de développement incitant les adolescents à définir leurs limites vis-à-vis des parents et à se tourner davantage vers de nouvelles personnes de référence.

Les causes citées par les parents pour expliquer les problèmes de drogues reflètent clairement ce passage progressif des jeunes d'une existence centrée sur la famille vers des relations significatives avec des pairs. En effet, l'influence des copains et copines (84%) d'une part et les problèmes familiaux (66%) d'autre part sont considérés comme les raisons majeures pous-

sant les jeunes à consommer des substances illégales. Les parents interrogés soulignent ainsi à la fois l'emprise des nouvelles relations dans la vie des adolescents et l'importance de la famille.

Nombre de répondants soulignent dans leurs commentaires le rôle central que jouent les parents dans le développement de leur enfant. La conscience de cette responsabilité, qu'elle soit surestimée ou réelle, explique ce que plusieurs parents nous ont confié lors des entretiens: si leur enfant consommait des drogues illégales, ils auraient un réflexe de culpabilité et hésiteraient à chercher une aide extérieure. Ainsi sommes-nous confrontés à ce paradoxe: un problème largement perçu comme phénomène social peut être ressenti comme un tabou dans la sphère privée.

Discussion

La plupart des parents interrogés considèrent les drogues comme un phénomène social auquel tous les jeunes se verront confrontés à un moment ou à un autre de leur existence. C'est pourquoi ils estiment qu'il vaut mieux les informer sur les dangers des différents produits. En effet, une majorité de parents souhaitent que la prévention et l'information auprès des jeunes soient renforcées. Alors que les professionnels de la prévention se montrent souvent sceptiques quant à l'information directe par crainte d'éventuels effets pervers, les parents ne semblent pas avoir les mêmes hésitations à ce sujet. Beaucoup d'entre eux ne se sentent pas suffisamment à l'aise pour informer eux-mêmes les enfants et souhaitent que l'école prenne le relais.

Se pose alors la question de savoir si l'école a les moyens et les personnes compétentes pour «enseigner les drogues». Faut-il éventuellement privilégier des interve-

nants extérieurs ou plutôt former les enseignants dans ce domaine? Une enquête conjointe auprès du personnel enseignant révèle que le thème des drogues illégales n'a jamais été abordé dans un quart des classes de 5e à 9e (ni par les enseignants eux-mêmes ni par quelqu'un d'autre)⁹. En Suisse romande et au Tessin, l'absence d'information sur les drogues illégales concerne même plus d'un tiers de ces classes. La raison qui est évoquée le plus souvent pour expliquer les difficultés rencontrées par l'éducation à la santé en général est la surcharge du programme scolaire. En outre, 45% des maîtres estiment qu'ils ne sont pas formés pour ce genre d'enseignement. Il reste donc beaucoup à faire sur ce plan. Il serait par ailleurs souhaitable que les efforts préventifs ne se limitent pas à des leçons, mais que des changements structurels soient envisagés et que des lieux d'écoute pour les élèves soient créés dans établissements scolaires.

Les résultats montrent clairement que l'inquiétude des parents pour leur propre enfant traduit davantage une anxiété diffuse qu'une vigilance lucide. En réalité, beaucoup de parents disent manquer de repères dans l'éducation de leurs adolescents et certains souhaiteraient, par exemple, prendre part à des cours de résolution de conflits. Sachant l'impact que peuvent avoir les styles éducatifs dans le développement des enfants, on ne peut que soutenir ce genre d'initiatives et interpeller les autorités, l'école des parents ou d'autres lieux de formation des adultes. Pour répondre à cette demande, il conviendrait de toucher en priorité les pères et les mères de couches sociales défavorisées et ceux qui sont originaires de pays étrangers. Un effort particulier devrait également être fourni auprès des Romands et des Tessinois.

Suite aux mutations dans les structures familiales et dans l'environ-

nement social, le couple parental – et à plus forte raison une personne qui élève seule son enfant – se retrouve aujourd’hui souvent isolé face à des tâches éducatives exigeantes. Les nombreux commentaires faisant appel à une plus grande tolérance vis-à-vis des enfants et des familles sont révélateurs à ce sujet. Dans ce sens, il serait souhaitable que les médias et les politiques soient plus à l’écoute des parents dont les intérêts sont rarement défendus dans le débat public. En d’autres termes, les parents n’ont pas de véritable «lobby». Une ouverture sur ce plan diminuerait l’isolement des parents et contribuerait à déculpabiliser ceux qui sont confrontés à des difficultés avec leurs adolescents et qui hésitent à chercher de l’aide. Les appels à la tolérance traduisent également un malaise face à un environnement (public) peu adapté aux enfants et aux jeunes adolescents. Ainsi, de nombreuses personnes interrogées réclament des lieux de loisirs pour les jeunes. Ces parents ont compris que dans l’espace hostile de certains quartiers, les jeunes ont des difficultés à s’occuper de manière créative. Dès lors, le risque qu’ils se rebellent et s’adonnent à des drogues est plus important. Dans le prolongement de ce raisonnement, il est important de considérer la création de lieux et d’activités de loisirs accessibles et conçus pour les jeunes comme une priorité. Mais de manière plus générale, l’environnement construit devrait être conçu en fonction des besoins de tous les habitants, y compris les adolescents, bien entendu. Dans ce sens, les soucis des parents rejoignent pour l’essentiel les orientations actuelles d’une prévention globale, même si certaines des mesures réclamées sont spécifiquement axées sur les substances.

Zusammenfassung

Einstellungen von Eltern zum illegalen Drogenkonsum von Jugendlichen

Eine Befragung von 2000 Müttern und Vätern aus der ganzen Schweiz zeigt, dass die Drogenfrage Eltern von Teenagern in besonderem Masse beschäftigt. Nahezu 40% der Befragten befürchten, dass ihr 11- bis 16jähriges Kind Drogenprobleme bekommen könnte. Eltern mit grosser Besorgnis sind in der Romandie und im Tessin zahlreicher als in der Deutschschweiz. Bemerkenswert ist auch die Tatsache, dass Väter und Mütter, die den Eindruck haben, gut über illegale Drogen informiert zu sein, bedeutend weniger ängstlich sind als solche, die sich ungenügend informiert fühlen. Rund ein Viertel der Eltern betrachten ihre Kenntnisse in diesem Bereich als ungenügend und ein Drittel der Befragten wüssten nicht, an wen sie sich wenden könnten, falls jemand aus ihrer Umgebung ein Drogenproblem hätte. In der Tat erweist sich die Kenntnis psychoaktiver Substanzen und ihrer gesundheitlichen Risiken bei vielen Vätern und Müttern als ausgesprochen lückenhaft. Interessant ist ebenfalls, dass die grosse Mehrheit der Antwortenden ausdrücklich mehr Prävention und Information wünscht. Gefordert wird sowohl sachliche Aufklärung von Eltern als auch direkt von SchülerInnen. Illegale Drogen werden als soziales Problem betrachtet, mit dem sich Jugendliche früher oder später auseinandersetzen müssen. Persönliche Interviews zeigen, dass es vielen Eltern trotzdem schwerfällt, mit ihren Kindern über illegale Drogen zu sprechen. Abschliessend werden Anregungen für eine sinnvolle Prävention gegeben.

Summary

Illicit drugs: Attitudes of parents with adolescent children

A survey among 2000 mothers and fathers of adolescent children confirms parent's concern about illicit drugs. Close to 40% of the respondents fear that their child, aged 11 to 16 years, could develop a drug problem. Those parents with the most apprehensions are to be found in the French-speaking and the Italian-speaking region of Switzerland. It is also worthy to note that those fathers and mothers who have the impression that they are well informed about drugs are less fearful than those who feel insufficiently informed. Approximately one quarter of those questioned report lack of knowledge about illegal drugs and one third of parents do not know whom they could turn to in case someone in their immediate environment should have a drug problem. Many fathers and mothers have only scant knowledge about psychoactive substances and their related health risks. Most parents regard drug use as a social phenomenon and therefore assume that their child will be confronted with illegal drugs sooner or later. In order to hinder youngsters from using drugs respondents wish more prevention and information among parents as well as among children at school. However personal interviews show that parents consider it a difficult task to discuss drugs with their children. Some hints for the prevention are outlined.

Références

- 1 Sieber M. Drogenkonsum: Einstieg und Konsequenzen, Ergebnisse von Längsschnittuntersuchungen und deren Bedeutung für die Prävention. Bern: Verlag Hans Huber, 1993.
- 2 Zeugin P, Panchaud Ch. Base-line Befragung zur nationalen Drogenkampagne. Lausanne: Institut universitaire de médecine sociale et préventive, 1991.
- 3 Wille R. Sucht und Drogen und wie man Kinder davor schützt. München: Verlag C.H. Beck, 1994.
- 4 Cahoreau G, Tison C. La drogue expliquée aux parents. Mesnil-sur-l'Estrée: Balland, 1987.
- 5 Fossey E, Miller P. Parents attitudes towards the provision of alcohol education for young children – preliminary results. Présentation faite au meeting Kettil-Bruun, Rüşchlikon, 1994.
- 6 Office fédéral de la statistique. L'image de la famille dans le recensement fédéral de la population de 1990. Berne: Office fédéral de la statistique, 1994.
- 7 Efionayi-Mäder D. „Können wir unser Kind vor Drogen bewahren?“ Einstellungen von Eltern zum illegalen Drogenkonsum von Jugendlichen. Lausanne: Schweizerische Fachstelle für Alkohol- und andere Drogenprobleme (SFA/ISPA), 1994.
- 8 Marcelli D. Désirs d'indépendance. Science & Vie 1994; 188.
- 9 Le Gauffey Y, Efionayi-Mäder D, François Y, Schmid H. Les consommations d'alcool, de tabac et de drogues des écoliers de 11 à 16 ans en Suisse. Enquête épidémiologique sur la santé des écoliers suisses. Lausanne: Institut suisse de prévention de l'alcoolisme et autres toxicomanies (ISPA/SFA), 1995.

Remerciements

Je tiens à remercier Edith Bacher et Valérie Campiche pour leur relecture et leurs remarques pertinentes.

Adresse pour correspondance

Denise Efionayi-Mäder
Collaboratrice scientifique
Institut suisse de prévention de
l'alcoolisme et autres toxicomanies
Case postale 870
CH-1001 Lausanne